



HAL
open science

**Les ressources chrétiennes de l'illibéralisme états-unien,
pp. 33-47**

Blandine Chelini-Pont

► **To cite this version:**

Blandine Chelini-Pont. Les ressources chrétiennes de l'illibéralisme états-unien, pp. 33-47. 20 & 21. Revue d'histoire, 2022, 153 (L'Amérique illibérale de Trump (dossier Isabelle Vagnoux et Jean-Marie Ruiz)), pp.33 - 47. 10.3917/vin.153.0033 . hal-03936739

HAL Id: hal-03936739

<https://amu.hal.science/hal-03936739>

Submitted on 12 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES RESSOURCES CHRÉTIENNES DE L'ILLIBÉRALISME ÉTATS-UNIEN

Une généalogie intellectuelle

[Blandine Chelini-Pont](#)

Presses de Sciences Po | « 20 & 21. Revue d'histoire »

2022/1 N° 153 | pages 33 à 47

ISSN 2649-664X

ISBN 9782724637601

DOI 10.3917/vin.153.0033

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-vingt-et-vingt-et-un-revue-d-histoire-2022-1-page-33.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les ressources chrétiennes de l'illibéralisme états-unien

Une généalogie intellectuelle

Blandine Chelini-Pont

La campagne présidentielle états-unienne de 2016 a révélé aux non-spécialistes l'existence d'une droite chrétienne qui s'est radicalisée par paliers en coalisant ses tendances derrière un candidat, Donald Trump, dont la vie semble pourtant aux antipodes de la piété. Dans cet article, Blandine Chelini-Pont retrace la genèse de ce paradoxe en montrant comment, depuis les années 1970, les différentes composantes de la droite chrétienne se sont combinées et durcies pour finir par acquérir un poids décisif dans le Parti républicain actuel et militer pour Donald Trump en 2016 comme en 2020.

L'histoire politique américaine rend compte du lien constant entre références chrétiennes, vie des idées et engagements politiques¹. Jusqu'aux années 1970, la ressource religieuse a irrigué conjointement la gauche et la droite de l'espace politique états-unien et, par bien des aspects, ce balancement a continué d'exister. Cependant, depuis cette décennie précitée, le recours politique au christianisme s'est fortement infléchi vers la droite, du fait du rejet conjoint de la laïcisation de l'État américain et de la libéralisation sexuelle et reproductive, à la fois sociale,

légale et judiciaire. L'infléchissement a été si important qu'il a donné naissance à un mouvement propre, la droite chrétienne, nébuleuse œcuménique et composite. Constituée de divers réseaux et mouvements, elle a eu pour objectif constant de restaurer la morale chrétienne, sexuelle et familiale dans le droit et la culture commune, et de « revenir » à un État qui ne fait pas qu'utiliser l'expressivité chrétienne dans sa religion civile², mais qui se définit et agit comme un État chrétien. La droite chrétienne est devenue une composante majeure du conservatisme républicain.

L'activisme de la droite chrétienne a entraîné un *God gap* (fossé religieux) entre le Parti républicain et le Parti démocrate, écart en partie artificiel puisque le Parti démocrate a continué à représenter la pluralité religieuse et raciale des minorités américaines et à mobiliser lui aussi les électeurs avec des références chrétiennes explicites³. Cependant, l'identité du Parti républicain a été transformée par la pression de la droite religieuse au point qu'il se définit aujourd'hui avant tout comme un parti « chrétien ». La droitisation du référentiel chrétien a également débordé vers l'extrême droite, nourrissant des courants politiques à

(1) Mark Noll, *Religion and American Politics. From the Colonial Period to the Present*, New York, Oxford University Press, 2007 (2^e éd.) ; Thomas S. Kidd, *America's Religious History. Faith, Politics and the Shaping of a Nation*, New York, HarperCollins Publishers, 2019.

(2) Robert Bellah, « Civil Religion in America », *Daedalus*, 96 (1), 1967, p. 1-21.

(3) Amandine Barb, « Catholic Patterns in the American Left », in Marie Gayte, Blandine Chelini-Pont et Mark J. Rozell (dir.), *Catholics and US Politics after the 2020 Presidential Elections*, New York, Palgrave McMillan, 2022.

la fois contestataires et réactionnaires, allant du Tea Party (2008-2010) à l'*alt-right* (depuis les années 2000), courants que le Parti républicain a cherché à inclure dans son périmètre. En chemin et par paliers, un conglomerat de propositions politico-religieuses antilibérales, illibérales, voire réactionnaires se sont cimentées et se sont coulées dans le moule populiste des campagnes présidentielles de 2016 et 2020, menées par Donald Trump.

Populisme chrétien

Tel un millefeuille aux couches superposées, les forces politico-religieuses de la droite américaine se revendiquant comme chrétiennes ont donné naissance à ce que certains chercheurs américains ont appelé le *Christianism*¹. D'autres lui ont préféré l'expression de *Christian Nationalism* ou de *Christian Populism*. Cette dernière appellation a notre préférence, parce qu'elle est déjà utilisée en Europe pour signaler l'émergence d'un phénomène comparable. Les sociologues Andrew L. Whitehead, Samuel L. Perry et Joseph O. Baker ont publié une étude fouillée montrant combien la mobilisation populaire derrière Donald Trump a été portée par sa défense ardente de l'identité et de la restauration chrétienne de l'Amérique². L'élan « christianiste » qui a soutenu Donald Trump a été en grande partie le fruit d'une frustration et d'une angoisse, liées au déclasserment symbolique et démographique d'une population se sentant marginalisée alors qu'elle se pense comme le cœur de l'Amérique et le creuset de ses valeurs³. Cette population

a retrouvé dans le discours national-populiste et chrétien de Donald Trump une réassurance identitaire : les chrétiens étaient bien le vrai Peuple américain, en même temps que la cible et le bouc émissaire des « libéraux », qui se permettaient de retourner leurs précieuses libertés au profit de tous les non-Américains, à travers des politiques telles que l'autorisation de l'avortement, du mariage gay, de l'immigration incessante et de la liberté religieuse pour les musulmans. Selon ce raisonnement, tous ces étrangers (*aliens*) conduisaient l'Amérique à sa perte en la déchristianisant et en marginalisant les chrétiens ; Donald Trump était leur chef et sauveur qui allait leur redonner le pouvoir.

Le narratif chrétien-populiste repose sur deux ressorts simples : le combat et la restauration⁴. La restauration implique le retour à l'identité religieuse « indigène » chrétienne et à un ensemble de traditions et de symboles qui lui sont associés. Pour restaurer ces symboles perdus ou menacés, le peuple en son chef doit combattre les deux cibles ennemies, « l'élite corrompue », qui ne tient pas compte de la religion du peuple, et « les autres », qui cherchent à l'évincer, y compris en imposant leur propre religion et leurs lois, au vrai peuple⁵. Une dernière narration encore plus manichéenne accompagne la première. Elle vient de la frange fondamentaliste du protestantisme américain et elle assombrit la palette du *Christianism* d'un imaginaire des fins dernières sans rapport avec l'alternance électorale et les principes démocratiques : l'Amérique est tombée entre les mains de l'ennemi malin. Dieu ne le permettrait pas plus longtemps ; il a sus-

(1) Ben Ryan, « Christianity, A Crude Political Ideology and the Triumph of Empty Symbolism », *Blog LSE*, 5 novembre 2018 ; Philip S. Gorski, *American Babylon. Christianity and Democracy Before and After Trump*, Londres, Routledge, 2020.

(2) Andrew L. Whitehead, Samuel L. Perry et Joseph O. Baker, *Taking America Back for God. Christian Nationalism in the United States*, New York, Oxford University Press, 2020.

(3) Yann Raison du Cleuziou, « National-populisme et christianismes. Les ressorts d'un ralliement paradoxal », *Esprit*, avril 2020, p. 86-95.

(4) Jose Pedro Zúquete, « Populism and Religion », in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo et Pierre Ostiguy (dir.), *The Oxford Handbook of Populism*, New York, Oxford University Press, 2017, p. 445-466.

(5) Nadia Marzouki et Duncan McDonnell, « Introduction : Populism and Religion », in Nadia Marzouki, Duncan McDonnell et Olivier Roy (dir.), *Saving the People. How Populists Hijack Religion*, Londres, Hurst, 2016, p. 1-12.

cité son « Élu », *the chosen one*, Donald Trump. La bataille finale entre les forces diaboliques et les forces divines débouchera sur la victoire, non pas des urnes, mais du ciel.

En quoi le populisme chrétien est-il illibéral ? Jusqu'à quel point participe-t-il de l'illibéralisme qui se développe aux États-Unis ? Nous allons tenter de répondre à ces questions en reprenant le fil chronologique des propositions et revendications de la droite chrétienne : le *Christianism* est la dernière synthèse des courants qui la composent. Tout d'abord, les conservateurs protestants et catholiques, aux racines distinctes, ont été, avec les fondamentalistes évangéliques, les instigateurs de la droite chrétienne à la fin des années 1970. S'y sont agrégés pendant les années 2000 les *alt-right*, nationalistes identitaires, héritiers des nativistes, ces Américains « de souche », organisés en mouvement politique, qui ont constitué la virulente réaction *White Anglo-Saxon Protestant* (WASP) du 19^e siècle face aux grandes vagues migratoires. Leur ultime résurgence se focalise sur la haine du musulman, associée à la xénophobie et à l'antisémitisme. Enfin, lors des années 2010, de nouveaux fondamentalistes évangéliques se sont mêlés au concert des militants de la droite chrétienne, depuis leurs églises néopentecôtistes ou charismatiques. Ils sont arrivés à l'engagement politique en dernier mais dotés d'une « force de frappe » radicalement nouvelle, leur théologie de la conquête du pouvoir (ou *dominionisme*), qui a porté aux nues la candidature de Donald Trump en 2016 et en 2020.

Conservatisme chrétien versus libéralisme : la défense de l'État chrétien

La droite chrétienne, née en 1979 avec le mouvement *Moral Majority*¹ contre la libération

(1) Fondée par le célèbre pasteur baptiste télévangélique Jerry Falwell (1933-2007), à la tête d'un réseau médiatique,

sexuelle, l'autorisation de l'avortement, l'égalité des sexes, l'État laïque et le « déclin » de l'Amérique, a réuni de manière volontaire et spectaculaire des conservateurs et fondamentalistes protestants avec des conservateurs catholiques. Leur réunion, auparavant impensable, s'est faite sur leur accord pour contester le libéralisme politique sur deux points, ses errements dans l'affirmation du caractère séculier de l'État et sa dimension destructrice dans l'application sans limites du principe de liberté à des domaines – la sexualité, la reproduction, la filiation – qui ne leur apparaissent pas comme relevant du ressort politique.

Conservatisme protestant et autorité divine

Dans la réunion de 1979 entre conservatisme et fondamentalisme chrétiens, on trouve en premier lieu les protestants conservateurs, qui ont derrière eux une tradition antilibérale remontant à l'époque coloniale. La vigueur de cette tradition a été éclipsée par le récit convenu de la dévotion protestante pour la « liberté » dans la Révolution, et par la légende subséquente d'une adhésion unanime au libéralisme des Lumières². Allen Gutman, tout comme John Fea³, ont insisté sur l'ambivalence de l'apport protestant, fondamental pour la liberté politique et l'individualisme démocratique du 19^e siècle, mais également pivot dans le rejet tenace du contractualisme, considéré comme dangereux et irréaliste⁴ et contre lequel l'ordre

éducatif et caritatif de tempérament fondamentaliste. Véritable groupe de pression politique, la MM a compté jusqu'à 6 millions de membres.

(2) Thomas S. Kidd, *God of Liberty. A Religious History of the American Revolution*, New York, Basic Books, 2012.

(3) Respectivement dans *The Conservative Tradition in America*, New York, Oxford University Press, 1967 et « Protestantism in America », *Oxford Research Encyclopedias of American History*, 24 mai 2017, publié en ligne.

(4) Jerry Z. Muller, *Conservatism. An Anthology*, Princeton, Princeton University Press, 1997.

de Dieu et le principe de délégation de son autorité ne cessent d'être rappelés.

Dans la somme qu'il a consacrée à la question¹, Gillis J. Harp met au jour la riche veine d'antilibéralisme « primitif » de la théologie politique protestante des 18^e et 19^e siècles. Les protestants coloniaux, puis les loyalistes de l'époque révolutionnaire, puis les sceptiques du fédéralisme à l'ère de l'*Antebellum* (1812-1861) – comme les historiens américains appellent la période qui précède la guerre civile – ont continué à enseigner la source divine de l'autorité politique. La théologie protestante supposait toujours un ordre social hiérarchique et organique, une vision pessimiste de la nature humaine et une déférence forte envers l'État, considéré comme l'agent moral actif de la volonté divine. Cette tradition de l'État comme institution divine a été, selon Harp, maintenue depuis la Révolution jusqu'à la guerre civile. Nous pouvons dire qu'elle s'est continuée jusqu'à nos jours dans l'idée que l'État ne doit et ne peut promouvoir autre chose qu'un ordre moral divinement inspiré. Pendant les années 1830, les presbytériens de Nouvelle-Angleterre et du Connecticut, derrière Lyman Beecher, ont d'ailleurs accepté à contrecœur le désétablissement de leur Église. La religion établie était pour eux le meilleur régime des sociétés chrétiennes. Ils évoquaient le *Protestant Establishment*, en estimant qu'il était l'esprit de leurs lois et celui du premier amendement fédéral.

Après la guerre civile, les idées non libérales défendues par des responsables et théologiens des Églises dites aujourd'hui *mainstream* – presbytériens, épiscopaliens, luthériens, réformés, baptistes, méthodistes – ont connu un transvasement vers leurs répliques évangéliques, elles-mêmes nées des différents réveils religieux

anglo-américains. Les protestants *mainstream* se sont libéralisés, religieusement et politiquement. Les Églises évangéliques, plutôt libérales et abolitionnistes dans le Nord et inversement dans le Sud à la fin du 19^e siècle, sont devenues à la fois majoritaires au sein des confessions protestantes puis majoritairement conservatrices au cours des cent ans qui ont suivi la guerre civile². Elles ont tranché leurs propres différends théologico-politiques entre Nord et Sud à la faveur d'un regroupement politique commun au début des années 1960. Tout d'abord voué à empêcher la victoire du catholique John F. Kennedy à la présidence des États-Unis, ce regroupement a profité de la désaffection des évangéliques du Sud envers leur « parti de toujours », le Parti démocrate, à cause de son engagement en faveur de la déségrégation. L'antilibéralisme du regroupement évangélique – presque sans rapport avec celui des Églises *mainstream* du 19^e siècle qui portait sur l'origine divine du pouvoir – est alors conditionné par la guerre froide : il dénonce la transformation de l'État fédéral, marqué par l'héritage du *New Deal*, en agent « collectiviste » ou socialiste qui freine l'initiative économique et n'a aucune puissance morale face au communisme. Ce regroupement est rejoint par les fondamentalistes protestants, nés au début du 20^e siècle du refus du libéralisme théologique. Ces derniers reviennent ainsi à la mobilisation politique après une première manifestation d'engagement durant les années 1920, contre l'enseignement de la théorie de l'évolution à l'école. La nouvelle cause qui anime les fondamentalistes et rejaillit sur tous les conservateurs protestants est la guerre contre la neutralité – l'athéisme – de l'État libéral après deux

(1) Gillis J. Harp, *Protestants and American Conservatism. A Short History*, Oxford, Oxford University Press, 2019.

(2) Thomas S. Kidd, *Who Is an Evangelical? The History of a Movement in Crisis*, New Haven, Yale University Press, 2019 ; Mark Noll et David B. Bebbington (dir.), *Evangelicals. Who They Have Been, Are Now, and Could Be*, Grand Rapids, Eerdmans, 2019.

arrêts de la Cour suprême, celui de 1962 mettant fin aux prières obligatoires dans les écoles et celui de 1963 y interdisant la lecture de la Bible. Leur élan se porte en 1964 sur la candidature républicaine de Barry Goldwater à la présidentielle, qui mène une campagne ouvertement antilibérale et pro-chrétienne¹.

Conservatisme catholique et politique chrétienne

C'est dans le soutien à Barry Goldwater, en 1964, que les conservateurs protestants ont croisé leurs homologues catholiques. Il faut encore quelques années avant que ces deux mouvements ne se coalisent dans la *Moral Majority*. Le conservatisme catholique qui s'est alors développé aux États-Unis, dans le courant des années 1960, n'est pas le lointain produit de l'intransigeantisme européen du 19^e siècle, tel qu'il a pu survivre dans le catholicisme français². Bien que l'intransigeantisme antimoderne qui irriguait le catholicisme officiel sous Pie IX (1846-1878) fût fortement présent au sein du clergé émigré aux États-Unis et dans l'enseignement des universités catholiques, une autre tradition politico-religieuse, héritée du catholicisme colonial à peine toléré du Maryland, a porté les catholiques américains jusqu'aux années 1960³. Elle était fortement attachée aux institutions républicaines et démocratiques et au principe jeffersonien de séparation de l'Église et de l'État (*Church and*

State), car l'ensemble avait permis le libre exercice de la religion catholique auparavant interdite. En outre, les catholiques votaient massivement pour le Parti démocrate, au point qu'il a été taxé de parti catholique lors de l'élection de John F. Kennedy, qui a symbolisé avec éclat la totale appartenance des catholiques à la nation américaine. C'est donc à rebrousse-poil de la fidélité au Parti démocrate, aux institutions libérales et à la version keynésienne de l'État-providence que le conservatisme catholique apparaît, par la sécession bruyante d'une minorité pendant les années 1950. Celle-ci se pense officiellement comme antilibérale. Quelques essayistes et hommes de presse catholiques ont voulu, derrière William Buckley (1925-2008) et la revue qu'il a fondée en 1955, *National Review*, briser le monopole du Parti démocrate sur les catholiques, en les décollant sur sa nature « socialiste⁴ ».

Ce courant naissant a alors défendu deux idées. La première est celle des origines politiques chrétiennes – et non pas libérales – du système politique américain. Dans son best-seller de 1953, *The Conservative Mind*, l'universitaire converti au catholicisme Russell Kirk conteste, tout comme les conservateurs protestants, la nature libérale de la démocratie américaine pour démontrer qu'elle n'a jamais existé. Il lui substitue une tradition du « bon gouvernement » transmise par une longue chaîne de penseurs chrétiens, dont Edmund Burke, et remontant jusqu'à Thomas d'Aquin. Le groupe qui a diffusé la pensée de Kirk – autour de la revue *Modern Age* et de la *National Review* – estime donc que l'Amérique n'est pas le parangon de la modernité politique libérale, mais l'heureux résultat du modèle politique le plus achevé issu de la recherche du

(1) William J. Middendorf, *Glorious Disaster. Barry Goldwater's Presidential Campaign and The Origins of the Conservative Movement*, New York, Basic Books, 2006.

(2) L'intransigeantisme catholique, défini par l'historien et sociologue Émile Poulat, est un courant de l'Église catholique né au 19^e siècle qui refuse toute adaptation de la foi catholique aux évolutions modernes. Il s'oppose particulièrement au catholicisme libéral. Voir Charles Mercier, « Permanence d'un catholicisme intransigent ? », *Études*, 419 (10), 2013, p. 353-361.

(3) Camille Froidevaux-Metterie, « L'Église américaine ou l'échec d'un catholicisme "dans le siècle" (1780-1899) », *Revue française de science politique*, 49 (1), 1999, p. 79-102. L'auteur rend compte de cette divergence temporelle.

(4) Patrick Allitt, *Catholic Intellectuals and Conservative Politics in America, 1950-1985*, Ithaca, Cornell University Press, 1993.

bien commun (et non de la liberté), celui de la République chrétienne. La deuxième idée de ces contestataires émergents, qui formulent leurs positions en pleine guerre froide, porte sur la réécriture de la mission divine de l'Amérique. Remplaçant l'ancienne chrétienté croisée contre les Infidèles, les États-Unis sont désormais le bras armé de la civilisation chrétienne destinés à pourfendre le communisme et l'URSS. Souvent taxés de maccarthystes – le sénateur McCarthy était catholique et de cette tendance – les défenseurs de la chrétienté ressuscitée ont été de tous les combats internationaux après la guerre de Corée, dont le soutien aux soulèvements en Europe soviétisée (1956), le soutien à Taïwan contre la Chine communiste (à partir de 1948), le soutien au gouvernement catholique du Vietnam Sud (1955-1963).

Restauration chrétienne contre tyrannie libérale

Une première grande cause va rapprocher – sans les allier encore – ces conservateurs catholiques des années 1960 à leurs homologues protestants durant les années 1970, à savoir la contestation de la définition de la séparation américaine comme principe de neutralité, qui aurait été imposée par une Cour suprême séculariste, celle du juge en chef Earl Warren (1953-1969). Dans cette perspective, la Cour trahissait totalement l'esprit chrétien de la Constitution américaine et de son premier amendement, idée sur laquelle les conservateurs chrétiens des différentes confessions se sont trouvés d'accord. Les conservateurs catholiques vont progressivement élargir leurs attaques contre la Cour suprême pendant les années 1970, qui pratiquerait le coup d'État constitutionnel permanent – pour reprendre une célèbre formule – en autorisant la contraception aux femmes non mariées, puis en déclarant inconstitutionnelles les lois des États pénalisant l'homosexualité et enfin en rendant caduques, en 1973, les lois texane et géorgienne

interdisant l'avortement. Ce sont les conservateurs catholiques qui ont transformé l'avortement en cause politique et c'est par cette dernière cause qu'ils s'allient aux évangéliques protestants¹.

Les coalitions nationales successives *Moral Majority* (1979), *Christian Coalition* (1988) puis *Evangelicals and Catholics Together* (1994) ont investi la machine républicaine entre les années 1980 et 1990. Une nouvelle génération de penseurs, de militants et de mouvements, protagonistes hyperactifs de la guerre culturelle, se développe autour de supposées vraies valeurs américaines, de la défense de la famille traditionnelle et de l'État chrétien. Le conservatisme des années 2000 leur doit, outre la promotion de la morale publique, le débat sur la nature chrétienne de la Constitution et la vocation chrétienne de l'Amérique – laquelle, après la victoire sur l'ennemi communiste, retrouve dans le terrorisme islamiste un nouvel ennemi pour investir son messianisme. Les principaux auteurs et acteurs du néoconservatisme catholique de cette époque, Michael Novak ou George Weigel², ou les adeptes d'un théoconservatisme assumé comme Phyllis Schlafly ou Pat Buchanan, contribuent à la catholicisation du Parti républicain en l'espace de deux générations. Les conservateurs évangéliques se sont de leur côté particulièrement concentrés sur la dénonciation des supposés saboteurs de l'Amérique chrétienne, à savoir les féministes, les antimilitaristes et les homosexuels. La certitude qu'il existe une hiérarchie sexuelle dans la création a été réaffirmée avec de plus en plus d'agressivité, à partir du rejet du féminisme et

(1) Blandine Chelini-Pont, *La Droite catholique aux États-Unis. De la guerre froide aux années 2000*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 257-303.

(2) George Weigel, *The Cube and the Cathedral. Europe, America and The Politics Without God*, New York, Basic Books, 2008.

du mouvement StopERA des années 1970¹, puis en réaction à la dévalorisation des militaires à la fin de la guerre du Vietnam², et enfin en réaction au mouvement des droits homosexuels lors des années 1990. Les écrits populaires du psychologue chrétien James Dobson et son concept « judéo-chrétien » de masculinité ont contribué à fabriquer le vaste mouvement des *Promise Keepers* au début des années 1990, un mouvement qui s'internationalise durant les années 2000. Dobson a popularisé l'idée – à travers ses nombreux livres de conseils éducatifs à destination des parents – de l'effet émasculant de l'éducation libérale sur les jeunes garçons, alors que ceux-ci, en tant que descendants d'Adam, créés à l'image du Dieu des combats, étaient faits pour se battre et dominer³. Le réveil masculiniste de certains leaders évangéliques et leur virilisme revendiqué ont créé pendant les années 2010 un nouveau machisme, à la fois antiféministe et homophobe, qui a fait du lobby gay le dernier visage du grand complot des élites et a favorisé une forme de complaisance devant la grossièreté et la goujaterie de Donald Trump, considérées comme des attitudes viriles⁴.

L'homophobie des conservateurs chrétiens a transformé la querelle des droits sexuels et reproductifs en dénonciation de la tyrannie libérale, antienne que l'on retrouve à la même époque dans les partis national-conservateurs

(1) Le StopEra (1972-1982) est un mouvement antiféministe fondé par Phyllis Schlafly dans le but (réussi) d'empêcher la ratification par les États de l'amendement fédéral déclarant l'égalité des hommes et des femmes (*Equal Rights Amendment*). L'ERA ne sera jamais adopté par le gouvernement américain.

(2) Ann Loveland, *American Evangelicals, and the US Military, 1942-1993*, Baton-Rouge, Louisiana State University Press, 1996.

(3) James C. Dobson, *Bringing up Boys*, Carol Stream, Tyndale Momentum, 2018. D'autres auteurs ont abondé dans le sens de cette thèse : John Elderedg, *Wild at Heart*, Nashville, Thomas Nelson Publishing, 2012 ; Douglas Wilson, *Future Men. Raising Boys to Fight Giants*, Moscow, Canon Press, 2016.

(4) Kristin Du Metz, « Donald Trump and Militant Evangelical Masculinity », *Religion and Politics*, 17 janvier 2017.

de l'Europe centrale. Durant le mandat de Donald Trump, les catholiques présents dans le gouvernement ont cherché à réaliser leur objectif de « dé-libéralisation » publique. Non seulement ils ont inspiré le débat sur la réduction des fonds publics en faveur du planning familial ou la création d'une commission du département d'État sur les droits inaliénables, censée freiner la progression des prétentions légales du mouvement LGBTQ+, mais encore leur influence a été suffisante pour renverser enfin la composition de la Cour suprême, avec la nomination de trois juges conservateurs, dont deux catholiques (Brett Kavanaugh en 2018 et Amy Connet Barrett en 2020) grâce à l'aide du très influent Leonard Leo, vice-président de la *Federalist Society*, réseau de juristes et magistrats chrétiens conservateurs.

Nativisme chrétien versus pluralisme religieux et racial : la défense du peuple chrétien

Conservateurs évangéliques et catholiques ont embrassé ensemble la défense de la liberté religieuse, malmenée depuis les années 1960 selon eux. Cette cause constamment brandie leur a permis de renforcer la dénonciation de la laïcisation de l'État et de la vie publique comme non seulement contraire à l'esprit chrétien de la République, mais encore dangereuse pour la liberté de conscience des croyants, en ce qu'elle leur impose des lois auxquelles ils ne peuvent obéir en conscience. Cela a provoqué depuis maintenant une trentaine d'années une bataille législative conséquente pour amender la Constitution et élargir et sécuriser les potentiels droits de la croyance⁵.

(5) Blandine Chelini-Pont et Gregory Mose, « La laïcité américaine aujourd'hui ou la bataille du Premier Amendement », *Revue du droit des religions*, 4, 2017, p. 83-103.

Persécution anti-chrétienne

La défense de la liberté religieuse s'est transformée sous Barack Obama en accusation de discrimination et d'atteinte antichrétienne, en raison des différentes lois et jugements protégeant la normalisation légale et civile des personnes LGBTQ+. La montée du ressentiment catho-évangélique s'est poursuivie pendant le second mandat de Barack Obama à la suite de la légalisation du mariage homosexuel, de l'amélioration de la protection légale des personnes LGBTQ+ et de l'obligation, dans le *Patient Protection and Affordable Care Act* de 2010 (« Obamacare ») d'étendre la couverture des assurances santé à la contraception. Les conservateurs chrétiens ont mené une campagne de contre-communication accusant l'administration Obama de persécuter les chrétiens¹. La Déclaration de Manhattan, *A Call of Christian Conscience*, manifeste publié dans la presse en 2009 et écrite par Chuck Colson, Robert George et Timothy George, a appelé les chrétiens à se mobiliser et à lutter contre les attaques qui les visaient directement. Elle a exhorté ses signataires à s'engager dans la désobéissance civile contre des « lois injustes », telles que celles « obligeant les croyants à reconnaître l'union homosexuelle comme un mariage » ou « les obligeant à participer à l'avortement ou à l'euthanasie ». Entre 2009 et 2014, le pourcentage d'Américains considérant l'administration Obama comme hostile aux chrétiens est passé de 17 à 29 %. Ce pourcentage a presque doublé chez les évangéliques blancs (de 38 à 57 %). Il était plus élevé de sept points chez les catholiques blancs (de 17 % à 36 %)².

(1) Marie Gayte et Blandine Chelini-Pont, « L'objection de conscience opposable, nouvelle stratégie légale et judiciaire des acteurs religieux aux États-Unis (2011-2018) », *Studies in Religion/ Sciences religieuses*, 48 (3), 2019, p. 382-409.

(2) Pew Research Center, « Nearly Three-in-Ten Now See Obama Administration as Unfriendly Toward Religion »,

C'est en cautionnant l'idée de sa « persécution » et en promettant de rétablir le rapport de force en sa faveur que Trump a convaincu l'électorat chrétien pendant la campagne de 2016. Il s'est posé comme le protecteur du vrai peuple américain, bafoué dans ses valeurs par l'élite méprisante et menacé dans son existence par des étrangers et non chrétiens toujours plus nombreux³. À l'Université chrétienne Dordt de l'Iowa en janvier 2016, il déclarait :

Le christianisme est assiégé de partout [...] les chrétiens sont de moins en moins puissants en tant que religion, et en tant que force⁴.

Trump promet que s'il est élu, les chrétiens :

[...] auront le pouvoir, [...] beaucoup de pouvoir. [Ils] n'ont besoin de personne d'autre. [Ils] auront quelqu'un qui va [les] représenter très, très bien. Qu'ils s'en souviennent !

Au sommet de la *Faith and Freedom Coalition*, une organisation conservatrice de promotion de la famille chrétienne, en juin 2016, il s'engage à « rétablir le respect envers les croyants qui élèvent leurs enfants, respectent nos lois ». Il ajoute :

Il faut rendre à la foi sa place de marque dans la société [...]. C'est ce que nous devons faire et nous le ferons bientôt. Nous respecterons et défendrons les Américains chrétiens. Les Américains chrétiens !

https://www.pewforum.org/2014/09/22/public-sees-religion-influence-waning-2/pr_14-09-22_religionpolitics-16/.

(3) Andrew L. Whitehead, Samuel L. Perry et Joseph O. Baker, « Make America Christian Again. Christian Nationalism and Voting for Donald Trump in the 2016 Presidential Elections », *Sociology of Religion. A Quarterly Review*, 79 (2), 2018, p. 147-171.

(4) <https://news.abc-cbn.com/overseas/08/10/20/christianity-will-have-power>

Islamophobie

Le ressentiment chrétien récupéré sans vergogne pendant la campagne Trump de 2016 a également eu un autre impact. Il a confirmé la peur identitaire de l'affaiblissement démographique et social ressenti par les chrétiens¹, avec la recherche subséquente de responsables, dont les musulmans et les immigrés – curieusement amalgamés, car la présence et l'immigration musulmane aux États-Unis reste très faible et les immigrés hispaniques sont plus que majoritairement chrétiens. Parmi les accusations alors argumentées à la fin du deuxième mandat Obama (2012-2016), le favoritisme envers les musulmans a été l'ultime preuve selon eux de l'imposition au peuple américain des *desiderata* de l'élite libérale, déchristianisée, égoïste et méprisante, qui continuait son agenda progressiste et antichrétien, tout en favorisant les minoritaires non chrétiens et non américains, comme ces musulmans ennemis de l'Amérique. La peur de l'Islam a largement fait partie du développement du conservatisme chrétien après le livre fondateur sur le « choc des civilisations » écrit par Samuel Huntington en 1996, par ailleurs suivi de l'attentat du 11 septembre 2001. Le remplacement du danger communiste par celui du danger islamique est devenu un préjugé solide de la droite américaine et une question abondamment documentée². À partir des années 2010, le préjugé s'est doublé d'une accusation de complaisance des démocrates envers l'installation de l'Islam aux États-Unis. Son expression la plus crue a percé dans le débat sur les origines de Barack Obama – lancé par Donald Trump en 2011 et repris pendant la campagne de 2016 – sur son appartenance supposée à

(1) Arlie R. Hochschild, *Strangers in their Own Land. Anger and Mourning on the American Right*, New York, The New Press, 2016.

(2) Chiara Bottici et Benoît Challand, *The Myth of Clash of Civilizations*, Londres, Routledge, 2010.

l'Islam et sa non-américanité³. 57 % des évangéliques blancs estimaient au moment des élections présidentielles de 2016 qu'il y avait plus de discriminations contre les chrétiens que contre les musulmans aux États-Unis⁴. Il était extrêmement facile et rentable pour les stratégies de Donald Trump de nourrir et de susciter encore davantage la polarisation des électeurs chrétiens, notamment en utilisant la crise syrienne pour accuser l'administration Obama d'avoir préféré accueillir des Syriens musulmans plutôt que chrétiens.

Le rappel de la vraie nature (chrétienne) du peuple américain et de son droit à retrouver le pouvoir a ranimé la vieille veine nativiste, tapie dans le protestantisme populaire depuis le début du 19^e siècle. Lointainement hérité de la double menace franco-indienne et catholique qui pesait sur les fragiles frontières des colonies anglaises, le nativisme est une réaction passionnelle à l'altérité, qui se déclenche dès que l'étranger n'est ni protestant, ni blanc ni anglophone⁵. Il est né de cet impensé, soudain mis à nu avec l'apparition de toute une population ne rentrant pas dans les catégories du *Covenant* américain aux premières décennies de la République. C'est tout d'abord le surgissement d'une population catholique, jusqu'alors invisible mais bien présente parmi les citoyens d'origine irlandaise, mais aussi anglaise, écossaise, allemande, belge et française dans les États du Nord. Elle devient visible avec la lente mise en place de la liberté de culte dans les États de l'Union,

(3) Chris Moddy et Kristen Holmes, « Donald Trump's History of Suggesting Obama is a Muslim », *CNN*, 19 septembre 2015, <https://edition.cnn.com/2015/09/18/politics/trump-obama-muslim-birther/index.html>.

(4) Daniel Cox et Robert P. Jones, « America's Changing Religious Identity », *PRRI*, 9 juin 2017, <https://www.prrri.org/research/american-religious-landscape-christian-religiously-unaffiliated/>.

(5) Peter Schrag, *Not Fit For Our Society. Immigration and Nativism in America*, Berkeley, University of California Press, 2010.

par l'incorporation progressive après 1791 du premier amendement de la Constitution fédérale. Cette population grossit avec l'arrivée en masse de populations immigrées, à partir des années 1830, prétendant à la citoyenneté et à l'égalité, sans présenter les bonnes caractéristiques religieuses. Le nativisme s'est répandu dans le sillage du *Second Great Awakening* (réveil religieux) des années 1830 et les prêches enflammés du prédicateur millénariste itinérant Charles Grandison Finney (1792-1875), qui connaissent un vif succès en Nouvelle-Angleterre puis dans le reste des États-Unis. Il a entraîné plusieurs flambées de violences urbaines contre les catholiques¹. Il a également produit un parti politique éphémère, l'*American Party* (1852-1859), pour interdire l'accès à la citoyenneté et le droit de vote aux immigrés. Il a animé de sa virulence plusieurs campagnes électorales, à la fois xénophobes et religieusement intolérantes : d'abord anticatholiques, puis anti-sectaires, puis antisémites et finalement racistes, les nativistes se sont fondus dans les réseaux suprémacistes et terroristes du Klu Klux Klan qui forme sa première cellule dans le Tennessee à la Noël 1865. Cette haine spécifique de l'altérité religieuse-raciale, qui souillerait par son existence la terre de la promesse américaine, a régulièrement resurgi dans les campagnes anti-immigration du 20^e siècle. La période récente a suscité son ultime surgeon, expliquant largement les positions et arguments des élus républicains qui ont conduit à l'échec de la grande loi fédérale proposée par l'administration Obama, le *Border Security, Economic Opportunity and Immigration Modernization Act*².

(1) Nancy Lusignan Schultz, *Fire and Roses. The Burning of the Charlestown Convent, 1834*, Boston, Free Press, 2000 ; Micheal A. Gordon, *The Orange Riots. Irish Political Violence in New York City, 1870 and 1871*, Ithaca, Cornell University Press, 1993.

(2) Le projet de loi fédérale sur l'immigration promis par Barak Obama et qui n'est jamais passé. Voir Brendan

Race blanche, grand remplacement et antisémitisme

Le nativisme, réaction identitaire et religieuse xénophobe, anticatholique et antisémite dans le passé, est devenu islamophobe. À travers ses différentes cibles historiques, cette réaction a toujours représenté le visage « patriotique » du racisme américain. Ces vingt dernières années, elle a resurgi en opérant le même type de renversement argumentatif que celui des conservateurs quand ils ont commencé à dénoncer la mise à l'écart des chrétiens par les libéraux. Les « patriotes » accusent le système de favoriser la discrimination des Blancs et de leur culture³. La même idée d'une majorité réduite à la position de minoritaire par des traîtres intérieurs se retrouve dans le thème du grand remplacement démographique et religieux, devenue une obsession politique après la diffusion, durant les années 2000, des thèses alarmistes de Gisèle Littman-Orebi – essayiste britannique née en Égypte et spécialiste de l'histoire des minorités juives et chrétiennes dans les empires musulmans – sur l'effondrement de l'Europe par submersion arabo-islamique. Une inquiétude civilisationnelle s'est également renforcée sous la plume de Samuel Huntington, qui publie en 2005 un autre best-seller sur l'avenir culturel des États-Unis : *Who Are We ? The Challenges to America's National Identity*. L'inquiétude se transforme en mobilisation défensive dans le basculement chrétien très récent de l'*alt-right* américaine, dernière version du suprémacisme blanc. Richard Spencer, ancien rédacteur en chef de l'*American Conservative*, qui a inventé le terme d'*alt-right* en créant son propre blog en 2010 *AlternativeRight.com*, a cofondé le *think tank*

O'Connor, *Blood Red Lines. How Nativism Fuels the Right*, Chicago, Haymarket Books, 2021

(3) S. Romi Mukherjee, « Make America Great Again as White Political Theology », *Revue LISA/LISA e-journal*, 16 (2), 2018.

suprémaciste *National Policy Institute* en 2011 pour en diffuser les thèses. Spencer était résolument antichrétien pendant les années 2000, parce qu'il pensait comme beaucoup d'autres suprémacistes que le christianisme était la religion des Blancs qui se détestent, distillant une « morale d'esclave », un « altruisme pathologique » et « d'origine juive non européenne », grandes affirmations du théoricien suprémaciste Greg Johnson sur son blog des années 2000, *Counter-currents*. Mais Spencer a ensuite suivi la même trajectoire que Samuel T. Francis, éditorialiste du *Washington Times*, auteur prolifique sur le déclin culturel américain¹. Ce dernier a concilié son retour à la foi (catholique) avec son appel à sauver l'Amérique, considérée comme le dernier espace conservatoire mais en grand danger de la civilisation chrétienne blanche en mobilisant la terminologie biblique des « Nations² » que Dieu crée, connaît et rétribue selon leur fidélité. Un autre blogueur sudiste, Bradley Dean Griffin (de son nom de plume Hunter Wallace) a également relu les œuvres de Pat Buchanan pendant les années 2000 avant de se lier à la raciste et « pieuse » (*godly*) *League of the South*, fondée en Alabama en 1996, qui prône le retour au leadership « anglo-celtique ». Wallace a combiné son « réalisme racial » avec le christianisme « correctement compris », c'est-à-dire compris comme la religion de la Nation blanche d'ascendance européenne³. Avec ces auteurs et beaucoup d'autres, inclus dans le vaste réseau de l'extrême droite numérique, le christianisme a été à nouveau justifié comme religion

ethnique des Américains blancs et celle qui a produit leur culture avant que, selon Wallace, « les Juifs n'aient détrôné le christianisme en tant que culture dominante » par le biais des universités et des médias qu'ils ont colonisés pendant le 20^e siècle⁴.

Ainsi, depuis 2010, une émission de la chaîne américaine Fox News animée par Bill O' Reilly et Glenn Beck, a présenté le milliardaire George Soros, financier soutenant à travers sa fondation internationale Open Society des centaines d'initiatives et d'organisations pro-démocratiques et anti-racistes, comme un grand marionnettiste (*puppet master*) haïssant les États-Unis et voulant détruire les valeurs américaines. George Soros (identifié au Juif) est devenu l'ennemi public numéro 1 de l'*alt-right* américaine. Le site *Vocativ* a dénombré plus de 800 théories du complot liées à ce philanthrope activiste sur les forums internet de prédilection de l'extrême droite américaine – dont le site *Infowars* d'Alex Jones – durant la campagne de 2016 et après l'élection de Donald Trump.

« Dominionisme » : le pouvoir de Dieu, Dieu au pouvoir

L'antisémitisme ou le racisme de l'*alt-right* nativiste ne sont pas partagés par tous les conservateurs chrétiens, contrairement à l'islamophobie. Les conservateurs chrétiens n'ont pas non plus grand-chose à voir avec le « dominionisme », dernier courant qui compose aujourd'hui la droite chrétienne et qui en est le plus récent élément. Il s'agit d'une interprétation reprenant au pied de la lettre *Genèse* 1, 26-28 pour affirmer que les chrétiens sont appelés à exercer le pouvoir et à dominer le monde. Ils sont appelés par Dieu à exercer leur autorité sur tous les aspects de

(1) Parmi ses écrits: *America Extinguished. Mass Immigration and the Disintegration of American Culture* (2001); *Ethnopolitics. Immigration, Race, and the American Political Future* (2003); *Essential Writings on Race* (2007).

(2) 1 Rois 4:34; Daniel 3:4, 6:25, Zacharie 12:3; Matthieu 4:8.

(3) Hunter Wallace, « My Alt-Right Biography », *Occidental Dissent*, 15 décembre 2016, <https://occidentaldissent.com/2016/12/15/my-alt-right-biography/>.

(4) Thème principal de son blog *Occidentaldissent.com*, sous-titré *Nationalism, Populism, Reaction*.

la société par le contrôle des institutions politiques et culturelles. Membres d'églises pentecôtistes et charismatiques, ses militants sont souvent des entrepreneurs religieux médiatisés, à l'instar de Paula White-Cain, pasteure fondatrice de l'église floridienne *Without Walls International Church* et célèbre conseillère spirituelle de Donald Trump. Ce qui unit ce dernier courant aux deux autres est son partage du même schème populiste, celui d'une Amérique en grand danger qui a besoin d'un sauveur. Donald Trump est ce sauveur. Les néo-pentecôtistes rajouteront que Dieu lui-même a suscité ce Sauveur.

Les adeptes du dominionisme font partie des fundamentalistes protestants en ce qu'ils voient le monde et la politique comme ils sont décrits littéralement dans les écritures vétérotestamentaires, c'est-à-dire d'un double combat incessant du peuple d'Israël contre ses ennemis avec le soutien de Dieu, et un effort incessant de Satan pour contrarier la création de Dieu. L'imaginaire politique de ces littéralistes bibliques envisage le pouvoir de manière aussi absolue que Dieu lui-même. Ils ont été récemment étudiés par Philippe Gonzalez¹ et André Gagné², dont les précieuses monographies permettent désormais d'en mesurer l'influence au sein de l'électorat chrétien américain. Leur origine fondamentaliste les rend profondément manichéens et ils attendent sans filtre critique la réalisation du Royaume, avec la certitude que Dieu vainc ses ennemis et aide son peuple à accomplir sa volonté.

Théocratie

De nombreuses et jeunes Églises pentecôtistes et charismatiques se sont développées depuis

les années 1960, notamment celles dites du *Prosperity Gospel*³. Un des grands propagateurs de cette mouvance a été le pasteur Norman Vincent Peale (1898-1993), connu pour sa proximité avec la famille de Donald Trump. Fonctionnant en réseaux, les églises pentecôtistes et charismatiques ont finalement adhéré à la théologie du pasteur presbytérien fondamentaliste Rousas John Rushdoony (1916-2001), qui vise à l'instauration de la domination divine sur la société américaine par conquêtes spirituelles successives. Rushdoony est le père dudit « reconstructionnisme chrétien » ou *dominionisme*, qu'il a formulé au début des années 1970 et qui constitue aujourd'hui le fondement d'organisations et de réseaux politiques comme le *Council for National Policy*, tout comme il alimente les prêches enflammés de prédicateurs et bateleurs politiques très médiatisés, comme le prédicateur Pat Robertson. Chaque sphère de la vie doit s'aligner sur le point de vue de la Bible, que Rushdoony identifie à la parole de Dieu, comme étant la seule source de vérité qui fasse autorité dans la vie du croyant. Rushdoony fait également la promotion de la théonomie (loi divine) en vue de reconstruire la société américaine sur un fondement chrétien. Se réclamant d'une tradition allant d'Augustin à Calvin mais également des théologies calvinistes plus contemporaines d'Abraham Kuyper (1837-1920) et de Cornelius Van Til (1895-1987), Rushdoony puise dans le calvinisme l'affirmation que tous les domaines de la vie doivent être conduits selon la volonté de Dieu. Sa pensée cherche à imposer la domination de la loi divine dans les sphères de la famille, de l'Église et du gouvernement par une pression politique intensive

(1) Philippe Gonzalez, *Que ton règne vienne. Des évangéliques tentés par le pouvoir absolu*, Genève, Labor et Fides, 2014.

(2) André Gagné, *Ces évangéliques derrière Trump. Hégémonie, démonologie et fin du monde*, Genève, Labor et Fides, 2020.

(3) Kate Bowler, *Blessed. A History of American Prosperity Gospel*, New York, Oxford University Press, 2013. La théologie de la prospérité (traduction française) enseigne que l'aisance financière est un signe de santé spirituelle. Cette théologie s'est répandue durant les années 1970-1980 aux États-Unis.

des chrétiens sur les candidats et les élus et par la formation tout aussi intensive d'une génération de dirigeants ayant la connaissance et la vision du Royaume de Dieu¹.

Les idées du dominionisme sont reprises pendant les années 1970 par deux leaders influents du monde évangélique à la frontière du fondamentalisme : Bill Bright, fondateur de la *Campus Crusade for Christ*, et Loren Cunningham, fondateur de *Youth for A Mission*. Tous deux confirment avoir reçu la révélation de la justesse de l'interprétation de Rushdoony et en diffusent la théorie. Elle va à son tour être réinterprétée avec grand succès par Lance Wallnau, génie de la communication chrétienne charismatique, sous le nom de « Mandat des sept montagnes de la culture² ». Les chrétiens devaient influencer et finir par dominer les « montagnes » de la religion, de l'éducation, de l'économie, de la politique, des arts et spectacles, des médias et de la famille, les deux dernières étant les plus essentielles. À la suite de Lance Wallnau, des fondateurs d'Églises charismatiques et pentecôtistes ont popularisé le « Mandat », dont le pasteur pentecôtiste Peter Wagner qui est à l'initiative du mouvement de la nouvelle réforme apostolique, et publie, en 2008, *Dominion, How Kingdom Action Can Change the World*. En 2007, dans une lettre aux partenaires financiers de son organisme *Global Harvest Ministries*, il insiste sur la teneur dominioniste de son ministère :

Notre mandat divin vise à faire tout ce qui est nécessaire, par la puissance du Saint-Esprit, pour reprendre ce qu'Adam a remis à Satan dans le jardin d'Eden : la domination sur la Création de Dieu [...] Nous voulons voir des villes, des régions, des États, des Nations entières transformées et vivre selon les valeurs du Royaume de

Dieu. Cela ne se produira que lorsque les saints se focaliseront sur le Royaume et deviendront la tête et non la queue³.

Quelques mois avant sa mort, Peter Wagner annonce, du haut de sa célébrité et du respect qu'il inspirait, son soutien pour Donald Trump, étant persuadé qu'il incarnait le réformateur d'une seconde ère apostolique⁴.

Élection divine

Donald Trump a en effet gagné la faveur des fondamentalistes charismatiques au tout début de 2016, quand le communicant déjà cité, Lance Wallnau, publie un autre bestseller « prophétique » : *God's Chaos Candidate : Donald J. Trump and The American Unraveling*. Wallnau est le premier à promouvoir l'idée que Trump, dont il prédit la victoire, est l'élu de Dieu. Il raconte dans son nouveau livre comment Dieu lui aurait « révélé » que Trump serait un « boulet de démolition » contre l'esprit du « politiquement correct ». Dieu aurait aussi confié à Wallnau que la référence biblique d'*Ésaïe* 45 correspondait de façon providentielle à la mission de Donald Trump en tant que 45^e président des États-Unis⁵. Trump était l'incarnation contemporaine de Cyrus le Grand, fondateur de l'Empire perse achéménide et libérateur providentiel des Juifs exilés en Mésopotamie par le roi babylonien Nabuchodonosor, Juifs qu'il laisse rentrer en Judée reconstruire le Temple détruit de Jérusalem. D'autres leaders évangéliques lui emboîtent le pas pendant cette campagne comme pendant celle de 2020, à l'instar de « l'apôtre » Guillermo Maldonado qui invoque Dieu lors de la rencontre de la coalition des

(3) A. Gagné, *Ces évangéliques derrière Trump...*, op. cit., p. 27.

(4) C. Peter Wagner, « I like Donald Trump », *Charisma News*, 6 octobre 2016.

(5) James S. Gordon, « Does the Cyrus' Prophecy Help Explain the Evangelical Support to Donald Trump? », *The Guardian*, 23 mars 2017.

(1) Rousas John Rushdoony, *The Institutes of Biblical Law*, Craig, The Craig Press, 1973.

(2) Sur le contenu exact de ce mandat, voir l'analyse de P. Gonzalez, *Que ton règne vienne...*, op. cit., p 265-297.

évangéliques pour Trump à Miami le 3 janvier 2020, pour que Trump accomplisse son nouveau mandat en tant que Cyrus du temps présent et proclame face à toutes les nations que les États-Unis sont la plus grandiose nation de toute la terre. De même, Franklin Graham, fils de Billy Graham, le compare au roi David ou à Moïse, quand d'autres le comparent à Samson, celui qui malgré sa vie immorale fut l'instrument de Dieu pour détruire ses ennemis (*Juges*, 13-16)¹. Le nouveau président américain n'a eu aucune réticence à se considérer comme tel. Lors d'une conférence de presse le 21 août 2019, il a déclaré, pour justifier sa guerre commerciale contre la Chine, qu'il était « *the chosen one*² ».

Combat final

Le pasteur et théologien pentecôtiste Peter Wagner, qui a soutenu Trump avant de disparaître, a nommé Donald Trump « commandant en chef ». Cette qualification n'est pas anodine. L'Élu de Dieu est celui qui commande les armées spirituelles lancées par Dieu à la reconquête de l'Amérique dominée par Satan. Cet imaginaire se retrouve dans tout le courant fondamentaliste charismatique à l'image du best-seller de William Strauss et Neil Howe paru en 1997, *The Fourth Turning : What Cycles of History Tell Us About America's Next Rendezvous with Destiny*. La guerre n'est pas une allégorie, elle est une réalité spirituelle nécessitant, comme jadis, les héroïques conquêtes du « Dieu des armées » guidant Gédéon et David. Elle est transformée en politique prophétique : il s'agit de combattre les menaces qui pèsent sur les valeurs chrétiennes américaines et de considérer ce combat comme une réplique de

la bataille d'Armageddon, citée dans le livre de l'Apocalypse (16.16), un règlement de compte final entre le Bien et le Mal, entre Dieu et Satan. Dans cette optique, la communauté des croyants est mobilisée, elle devient la communauté des combattants de la bataille (*fight*). Et l'envoyé du Seigneur chargé de commander ses armées de reconquête serait incarné en Donald Trump. La responsabilité individuelle, la recherche du bien commun et de la justice, autant de repères venus de la théologie calviniste et solubles dans la démocratie, ont disparu de cette dernière interprétation au dangereux potentiel³.

Conclusion : la tentation autoritaire du *Christianism* ?

L'American Christianity n'est pas le conservatisme chrétien des années précédentes. Il a transformé son exaspération antilibérale en une hystérisation populiste et manichéenne, lestée de racisme et de complotisme⁴. Il a phagocyté l'activisme politique chrétien et une large part de l'identité du Parti républicain depuis 2016. La droite chrétienne, en son attelage disparate, a été contaminée par la nouvelle idéologie qu'elle a contribué à forger, et son centre de gravité s'est déporté du conservatisme antilibéral vers la réaction. Elle a soutenu l'alliance créative des thèses néodroitnières, antilibérales en économie et en politique internationale⁵,

(3) Voir les chapitres 3 et 4 du livre de A. Gagné, *Ces évangéliques derrière Trump...*, op. cit., « Le combat spirituel et le spectre de la guerre civile », p. 83-120 et « À quand la fin du monde ? Fictions théologiques et conséquences politiques », p. 121-142.

(4) Aaron Blacke, « The GOP's Gradual Descent into "Replacement Theory" and "Nativist Dog Whistles" », *The Washington Post*, 17 avril 2021.

(5) Voir Maya Kandel, « Une politique étrangère populiste ? Les États-Unis à l'ère Trump », *Le Débat*, 202, 2018, p. 36-48 et « The Populist Challenge to Foreign Policy : A Transatlantic Policy », in Karine Tournier-Sol et Marie Gayte (dir.), *The Faces of Contemporary Populism in Western Europe and the US*, Cham, Palgrave Macmillan, 2021, p. 239-259.

(1) A. Gagné, *Ces évangéliques derrière Trump...*, op. cit., p. 27-28.

(2) « President Trump : "I am the chosen one" », BBC, www.bbc.com/news/av/world-us-canada-49429661/president-trump-i-am-the-chosen-one.

avec la théorie de l'invasion migratoire et de l'Islam agressif et dangereux, et avec celle de l'identité chrétienne (et blanche) de la nation et du peuple américains. Elle a incorporé l'accusation des manœuvres de l'élite contre un peuple souverain, limité au périmètre de son identité chrétienne, ainsi que la lecture vétérotestamentaire et « conquérante » des dominionistes. La légitimité de l'alternance démocratique comme celle du verdict électoral en ressortent affaiblies. L'émergence inverse de contre-courants politiques également nourris de références chrétiennes et se focalisant sur l'égalité raciale, le sort des migrants et des réfugiés, l'économie solidaire, la politique sociale, l'équilibre des richesses et des ressources, la santé, l'environnement, le développement durable ou l'éducation, permet de pondérer l'importance de ce radicalisme chrétien dans la fabrique politique

américaine. Pour autant, de même que la longévité de la droite religieuse a pu surprendre tous les commentateurs, il est possible que sa radicalisation perdure, d'autant plus qu'elle signale aussi la déprise sociétale et symbolique du christianisme dans la société américaine.

*Blandine Chelini-Pont, Aix-Marseille
Université, 13007, Marseille, France.*

Blandine Chelini-Pont est professeure d'histoire contemporaine et relations internationales à l'Université d'Aix-Marseille. Elle a publié en 2019 avec Valentine Zuber et Roland Dubertrand, aux éditions du Cavalier Bleu *Géopolitique des religions, un nouveau rôle du religieux dans les relations internationales* et vient de diriger aux éditions Palgrave MacMillan un collectif avec Marie Gayte et Mark Rozell sur *Catholics and US Politics after the 2020 Elections : Biden captures the Swing Vote*. (blandine.chelini-pont@univ-amu.fr)